



Syndicat **F**orce **O**uvrière DGFIP – Section de l'Oise
DDFiP de l'Oise - 2 rue Molière - 60000 BEAUVAIS

permanence le lundi

Tél (répondeur) : 03-44-06-35-68

mail : fo.ddfip60@dgfip.finances.gouv.fr

web : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/060/>

Déclaration liminaire **F.O.-DGFIP 60**

CTL du 17 décembre 2015

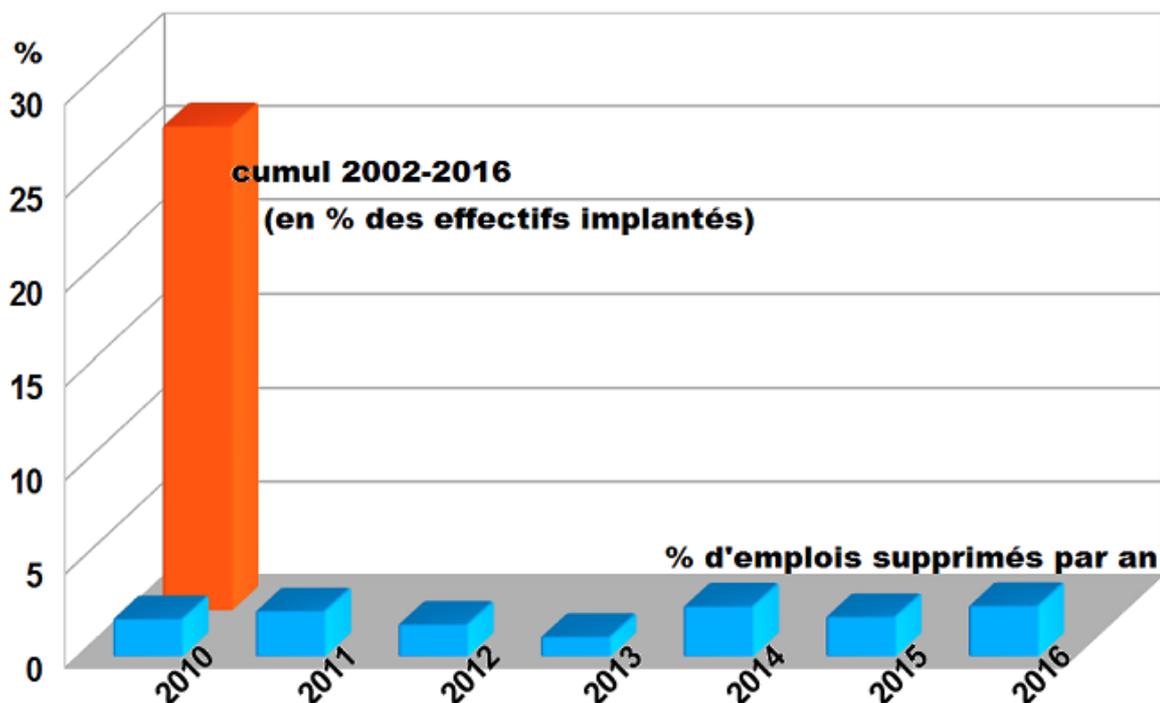
Madame la Présidente,

En ouverture de ce Comité Technique Local, nous tenons à signifier combien nous avons été choqués par les actes terroristes qui ont ensanglanté Paris le 13 novembre 2015.

Comme l'a déclaré le Secrétaire Général de notre Confédération FORCE OUVRIERE, Jean-Claude MAILLY, rien ne peut justifier de tels actes fanatiques consistant à tuer des innocents et à terroriser.

Plus que jamais, il nous faut donc défendre la démocratie et ne pas céder sur les valeurs républicaines de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité.

S.O.S. PLAN SOCIAL permanent à la DDFiP de l'Oise !



Le service public est sacrifié

& les agents sont à bout de forces !

Force Ouvrière considère que le service public est un rouage essentiel contribuant à la défense de ces principes républicains, et nous saluons l'ensemble des services publics nationaux pour leur engagement et leur professionnalisme menés parfois au péril de leur vie.

Trois organisations syndicales nationales de la DGFIP, dont **FO**, avaient appelé les personnels à se mettre massivement en grève le 18 novembre 2015 afin de s'opposer aux suppressions d'emplois et à la démarche stratégique qui s'apparente à un démantèlement des services de la DGFIP.

Suite à ces ignobles attentats, les organisations syndicales ont décidé de reporter leur légitime action de grève prévue le 18 novembre.

Pour autant, nos revendications sur les moyens pour exercer correctement nos missions demeurent d'actualité, et la DGFIP a notamment son rôle à jouer sur la surveillance de l'économie occulte dont chacun sait qu'elle participe au financement du terrorisme.

Parallèlement, la présence des services déconcentrés de la DGFIP au plus près du citoyen, y compris en zone rurale et dans les quartiers abandonnés depuis longtemps, constitue un facteur essentiel de cohésion sociale. Or l'Oise compte parmi les départements les plus faiblement administrés, notamment pour la Fonction Publique d'État : les 26 emplois supprimés en 2016 vont amplifier ce constat dressé par la DGAFP elle-même.

Encore récemment, tous les canaux d'accueil de la DGFIP ont été très fortement sollicités par des contribuables désemparés par les conséquences des mesures de suppression de la demi-part des veuves et la fiscalisation des majorations de retraite pour enfants.

Les déclarations du Ministre dans les médias, annonçant un traitement particulier pour ces contribuables et les invitant même à ne pas s'acquitter de leurs obligations fiscales et ce, sans s'appuyer sur aucun texte législatif, n'a fait que provoquer un afflux supplémentaire aux guichets des Finances Publiques et dégrader les conditions de travail des agents qui, rappelons-le, sont exposés en première ligne.

F.O.-DGFIP dénonce la précipitation de ces annonces ministérielles et leurs conséquences néfastes sur l'organisation des services et le moral des collègues.

Pour **F.O.**-DGFIP il y a bien là une réelle incohérence de ceux qui préconisent le tout internet et dans le même temps invitent les contribuables, habituellement non imposables, à se rendre aux guichets de la DGFIP.

L'ordre du jour de ce CTL porte encore une fois sur la liquidation des emplois dans l'Oise, qui s'accompagnera de la destruction du réseau local de la DGFIP, ainsi que vous l'avez déjà annoncé plusieurs fois. Après avoir supprimé des milliers d'emplois à un rythme annuel correspondant aux effectifs d'un gros département, la Direction Générale continue sur sa lancée suicidaire en supprimant plus de 2 fois la DDFIP 60 cette année !

Pour **F.O.**-DGFIP, moins de fonctionnaires, c'est inévitablement moins de services publics. Sur le terrain, les missions sont exercées à flux tendu, certains collègues craquent, les personnels sont au bord de la rupture, épuisés, vulnérables, pressés comme des citrons depuis des années.

Nos coupables dirigeants en sont conscients, puisqu'ils ne manquent pas une occasion de vouloir nous payer de mots, tantôt par un message signé Parent sur Ulysse, tantôt par une lettre de Lebranchu par mail, et bientôt en profitant des traditionnels vœux.

Mais les personnels attendent bien plus que des mots : ils veulent que leurs rémunérations augmentent, que leurs carrières soient reconnues à travers des promotions, que leur travail soit propice à l'épanouissement, que l'État employeur allège leurs dépenses de santé en abondant les mutuelles.

Pour Force Ouvrière il n'y a pas de République sans service public.

A l'heure où notre pays doit renforcer toutes les mesures de sécurité, la surveillance des flux financiers, qui relève des missions de la DGFIP, est très insuffisamment prise en compte. De même, pour mettre en place une action publique à la hauteur des défis que rencontre la République, il est nécessaire d'en assurer le financement, ce qui est le rôle de la DGFIP.

Pour l'année 2016, les créations d'emplois dans les administrations sécuritaires ne seront pas financées au détriment des moyens de la DGFIP. Mais après ?

Face aux attaques que subit la DGFIP en général, et la DDFiP de l'Oise en particulier, FO réaffirme plus que jamais ses revendications, et appelle les personnels à se mobiliser pour une nécessaire et indispensable action de défense de leurs intérêts matériels et moraux.

Toutes les suppressions d'emplois sont des coups violents portés à nos services et à ceux qui y travaillent. Les restructurations qui les suivront bientôt seront accompagnées d'une batterie d'outils RH sur mesure, pour que rien ne puisse adoucir la rudesse des méthodes de notre DG.

FO condamne chaque suppression d'emploi et dénonce les pratiques du DG qui déclare scandaleusement ne pas être tenu par les engagements de ses prédécesseurs.

FO exige l'arrêt des suppressions d'emplois, dangereuses et injustifiées.

FO exige l'arrêt de la démarche stratégique.

Pour conclure, rappelons que, le 24 novembre, le Secrétaire d'État chargé du Budget, Christian ECKERT, a invité le Directeur Général à revoir la méthode en matière de restructurations et demandé la réunion des Comités Techniques Locaux **très en amont des décisions** et avant toute communication extérieure.

Madame la Présidente,

cela signifie que vos projets de restructuration au 1^{er} janvier 2017, évoqués en CHS-CT et confirmés en réunion SPL la semaine dernière, devront être connus des représentants ici présents bien avant toute signature.

Les élus FO au CTL de l'Oise

titulaires

Bernadette PHILIPS Beauvais
Olivier VALEYRIE Beauvais
Jacky DURAND équipe de renfort
Sandrine NAYROLLES Beauvais
Martine MESTRE Senlis

suppléants

Patricia LECLERCQ Breteuil
Marie-Lyne DOURIEZ Clermont
Geneviève TOMBRET Attichy
Jean-Luc MAYEUR Compiègne
Béatrice JULIEN équipe de renfort

Experts

Marie-Christine RAYAUME équipe de renfort
Franck BOUTTEMY équipe de renfort